

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Procédure d'Appel d'Offres Ouvert

Articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

GBM 25017

**Production de données d'apprentissage pour la classification par IA des
essences forestières**

2 lots

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Date limite de remise des offres : 16 juillet 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE	3
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	4
ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES.....	7
ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS	9
ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES.....	10

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET FORME DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la **production de données d'apprentissage pour la classification des essences forestières par intelligence artificielle**. L'IGN mène en effet un projet de production de la « BD Forêt v3 » avec une large part d'intelligence artificielle. La BD Forêt v3 proposera une nomenclature plus riche, et des seuils de distinction des essences plus fins que la BD Forêt v2 produite entre 2006 et 2018. Le projet est financé par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire.

La consultation donnera lieu à la conclusion de deux marchés (1 lot = 1 accord-cadre) sur la base duquel seront émis des bons de commande au fur et à mesure des besoins.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation

Le contrat est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

■ Forme du contrat

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R2162-13 et l'article R2162-14 du code de la commande publique. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Chaque bon de commande précisera les spécificités techniques des prestations attendues en termes de départements et de surfaces à traiter.

■ Allotissement

Les prestations font l'objet d'un allotissement composé de deux (2) lots définis comme suit :

- **Lot 1 : Corrections de pré-annotations forestières (nomenclature riche)**
- **Lot 2 : Validations de pré-annotations forestières**

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé qui sera attribué à un titulaire. Un même candidat pourra être titulaire des deux lots.

■ Montants maximum de l'accord-cadre

Pour la durée maximale de 3 ans, le montant maximum est le suivant, par lot :

	Montant maximum total
Lot 1 :	125 000€
Lot 2 :	175 000€

■ Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- Objet principal : 72319000-4 Services de fourniture de données

■ Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de un (1) an à compter de sa notification via la plateforme PLACE. Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes de 12 mois chacune.

En cas de non reconduction, l'IGN informe le titulaire au minimum trois mois avant la fin de la période de validité en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

■ Variantes

Les variantes sont autorisées dans cette consultation. Elles devront être présentées dans un document identifié « variante ».

■ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **six (6) Mois** à compter de la date limite de remise des offres.

■ Modalités de retrait du dossier de consultation

Conformément à l'article R 2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement à disposition des opérateurs économiques les documents de la consultation accessibles depuis l'adresse du profil d'acheteur suivante : plateforme *PLACE (Plate-forme de achats de l'Etat)* : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (commun aux 2 lots) ;
- L'acte d'engagement (propre à chaque lot) et ses annexes financières, pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) (commun aux 2 lots)
- Un cadre de réponse technique pour chaque lot ;
- Les formulaires « Lettre de candidature » (DC1) et « Déclaration du candidat » (DC2).

■ Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**, la date d'envoi de la modification faisant foi. Si ces modifications interviennent plus tardivement, elles pourront, compte tenu de leur nature, donner lieu à un report de la date limite de remise des offres. L'acheteur informera les candidats de cet éventuel report. Les candidats devront répondre uniquement sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. Par ailleurs, si la date limite de remise des offres devait être décalée dans le temps, les règles resteraient semblables.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Conditions de remise des propositions (candidatures et offres)

Les plis doivent être déposés par voie électronique, sur la plate-forme PLACE. **Ils ne peuvent en aucun cas être transmis par télécopie ni par messagerie électronique.**

Les propositions doivent être remises avant la date indiquée en page 1 du présent document.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Les remises de plis par voie électronique se font sur la plateforme *PLACE (Plate-forme de achats de l'Etat)* : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'intégralité du pli devra être téléchargée **avant** la date et l'heure limite ci-dessus. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé.

Conditions spécifiques à cette consultation :

Les formats acceptés sont **Acrobat (.pdf), RTF (.rtf), Microsoft Word (.doc) sans macro, Microsoft Excel (.xls) sans macro, suite libre office, images GIF ou JPEG, et fichiers compressés ZIP** ne contenant que les formats précédents. Les présentations PowerPoint (.ppt) sont à éviter. Tout autre format utilisé dans la constitution du pli pourra entraîner un rejet de l'offre ou de la candidature.

La taille maximum du pli déposé est de **150 Mo** (mégaoctets = millions d'octets).

Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, dans les mêmes délais, sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB), à l'adresse ci-dessous indiquée.

**IGN
Service Achats et Marchés
Département des marchés
Bât. A – Pièce 178
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé cedex**

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde »
- « **Accord-cadre BD forêt – lot à préciser** »
- « Nom du candidat »

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

5.2 Contenu des propositions (candidature et offre)

5.2.1 Dossier relatif à la candidature

Le dossier de candidature comporte les documents suivants :

- Une **lettre de candidature (formulaire DC1)** renseignée (le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)) ;
- Une **déclaration du candidat (formulaire DC2)** renseignée (le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)) ;
- Les références, compétences et moyens du candidat

Le candidat doit renseigner les rubriques C1, E1 et F1 du DC2 et produire les renseignements demandés à la rubrique G1 du DC2. Le cas échéant, il renseigne les rubriques E3, F4, G2 et H du DC2.

Les informations demandées ci-dessus sont obligatoires. En leur absence, l'IGN peut demander au candidat de compléter sa candidature dans un délai approprié

L'IGN autorise la candidature au moyen du DUME (document unique de marché européen). Dans ce cas, le DUME se substitue à l'ensemble DC1 + DC2.

N.B. : En cochant la case de la rubrique F1 du DC1, le candidat individuel ou chaque membre du groupement atteste sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Le candidat au présent marché peut **se présenter seul ou en groupement d'opérateurs économiques sous forme conjointe ou solidaire**. Un groupement d'opérateurs économiques est un regroupement d'entreprises qui mettent en commun leurs moyens (économiques, financiers, professionnels, techniques) pour la passation et l'exécution du marché.

En cas de candidature groupée, il n'est demandé qu'un seul DC1 et un DC2 par membre du groupement.

Chaque membre (mandataire compris) d'un groupement conjoint renseigne la rubrique E du DC1 et fournit un formulaire DC2 renseigné (il est demandé d'utiliser les modèles de DC1 et DC2 fournis dans le DCE).

Le mandataire du groupement renseigne également toutes les rubriques du DC1 qu'il juge utile.

En cas de candidature sous forme de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Pour renforcer la capacité du candidat au stade de sa candidature, le candidat individuel ou tout membre d'un

groupement peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques (sous-traitant, fournisseur, filiale, etc.).

Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en renseignant la rubrique H de son DC2 et en produisant pour chacun d'entre eux les renseignements demandés à la rubrique G1 du même DC2.

Il est précisé que chaque sous-traitant présenté par le candidat lors du dépôt de son pli doit faire l'objet d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance fourni dans le DCE ou disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Ce DC4, à remettre dans le dossier d'offre précisé à l'article 4.1.2, constitue alors une annexe à l'acte d'engagement du soumissionnaire.

L'IGN est libre de refuser un sous-traitant, s'il motive sa décision.

Si l'IGN ne s'y est pas expressément opposé, la notification du marché public vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement prévues.

5.2.2 Dossier relatif à l'offre

Attention : si le candidat se présente sur un ou plusieurs lots, il devra fournir un acte d'engagement distinct et les pièces réclamées correspondantes pour chaque lot soumissionné.

Un dossier d'offre doit contenir les documents suivants :

- **L'acte d'engagement (ATTR11) et son annexe financière (un par lot)**, renseignés, datés et signés par la personne habilitée à engager la société ;
- **L'offre technique du candidat avec un sommaire décrira notamment :**
 - **La structure industrielle mise en place.** Il devra entre autres, présenter en détail les moyens humains de production et de suivi de production afin de permettre à l'IGN d'évaluer la capacité du candidat à traiter le ou les lots dans les délais souhaités.
 - **La technologie et les méthodes employées** (instrument, processus et outils de traitement).
 - Le candidat précisera tous les éléments nécessaires pour apprécier sa **capacité à produire dans les délais** particulièrement restreints.
 - Ce qui relève du traitement automatique et du traitement manuel sera bien explicité. **Le dispositif d'assurance qualité** proposé afin de garantir la conformité des données sera également décrit.
 - Les **procédures de contrôle aux différentes étapes de la chaîne** seront aussi détaillées.
 - **Il fournira un descriptif des équipes** (composition, organisation, qualification) et des procédures usuelles de gestion de projet mises en œuvre pour réaliser ce type de prestation. Les diplômes et qualifications des intervenants devront être joints. Les photo-interprètes doivent présenter les compétences minimales suivantes :
 - Maîtrise de la photo-interprétation sur ortho-photographie couleur naturelle et infra-rouge couleur,
 - Expérience approfondie de la production de données en lien avec la forêt et les milieux naturels (base de données forêt, référentiel forestier).
 - Il fournira **toutes références détaillées** utiles permettant d'apprécier son expérience de production **sur des projets semblables (pour chaque lot, à minima, l'annexe « expérience du candidat » devra être remplie).**
 - Le candidat proposera également tous les éléments qu'il juge utiles à l'appui de son offre.
 -

La signature de l'acte d'engagement par le candidat emporte acceptation du cahier des clauses particulières CCP n° GBM 25017.

L'IGN n'impose pas la signature des documents précités au moment du dépôt du pli. Si ces documents ne sont pas signés, l'IGN demandera au seul soumissionnaire retenu de les signer (signature manuscrite ou électronique) lors de l'attribution du marché

Les documents pré-remplis à utiliser sont fournis dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

La remise de l'acte d'engagement, signé ou non, par le soumissionnaire emporte acceptation du cahier des clauses particulières du CCP GBM 25017

Tout élément d'offre technique et financière incomplet ou insuffisamment renseigné entraînera l'élimination de l'offre. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

■ Langue de rédaction des propositions et unité monétaire

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

■ Critères de sélection des candidats

En application de l'article L2141-1 du code de la commande publique, seront éliminées les candidatures des opérateurs économiques qui font l'objet d'une interdiction de soumissionner ou qui ne possèdent pas la capacité économique et financière ou encore les références, les capacités techniques et professionnelles suffisantes au regard de l'objet du marché.

■ Critères de jugement des offres

Après avoir éliminé les offres irrégulières (ou non régularisables), inacceptables ou inappropriés, le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés énoncés ci-dessous, dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique :

LOT 1 :

CRITÈRES D'ATTRIBUTION	COEFFICIENT DE PONDÉRATION
Valeur technique jugée sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique et des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ressources (humaines, matérielles) dédiées à la réalisation des prestations et plan de management méthodologie de traitement, outils applicatifs, procédures qualité 	40 20 20
Prix apprécié sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre financière	40
Délai et capacité de production simultanée apprécié sur la base des éléments de réponse figurant dans l'annexe délais et capacité de production	10
Développement durable au sein de l'organisation jugé sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique. L'offre technique devra contenir un chapitre spécifique portant sur les engagements pris par le soumissionnaire pour produire de manière la plus responsable possible la donnée.	10

LOT 2 :

CRITÈRES D'ATTRIBUTION	COEFFICIENT DE PONDÉRATION
Valeur technique jugée sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique et des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ressources (humaines, matérielles) dédiées à la réalisation des prestations et plan de management méthodologie de traitement, outils applicatifs, procédures qualité 	40 20 20
Prix apprécié sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre financière	40
Délai et capacité de production simultanée apprécié sur la base des éléments de réponse figurant dans l'annexe délais et capacité de production	10
Eco-responsabilité de l'organisation jugé sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique. L'offre technique devra impérativement contenir un chapitre spécifique portant sur les engagements pris par le soumissionnaire pour produire de manière la plus responsable possible la donnée.	10

■ Motifs de rejet des offres

Par principe, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables doivent être éliminées.

MOTIFS DE REJET / Réf. articles du Code de la commande publique	
Offre hors délai (R.2151-5)	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite , fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse (L.2152-5 et R.2152-6)	Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché. Dans ce cas, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre.
Offre inappropriée (L.2152-4)	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière (L.2152-2)	L'offre ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
Offre inacceptable (L.2152-3)	Le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les demandes de renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation des offres doivent être transmises via la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> , ou au courriel suivant : marches-publics@ign.fr.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Conformément à l'article L2152-7 du Code de la commande publique, le marché est attribué au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base d'un ou plusieurs critères objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public doit prouver la régularité de sa situation au regard des obligations qui lui incombent en matière fiscale, sociale et de travail illégal. A cet effet, après en avoir été averti par le pouvoir adjudicateur, il devra produire, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, les pièces délivrées par les administrations et organismes compétents dont voici la liste :

- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf et datant de moins de six mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales et qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé (une attestation de vigilance devra ensuite être fournie à l'IGN tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché) ;
- une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il est à jour du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public ;
- un document à jour de moins de trois mois justifiant de son immatriculation à un registre professionnel (le document devra être fourni s'il n'a pas déjà été transmis ou si le document déjà transmis date de plus de trois mois, à la date de la demande de l'IGN) ;
- l'attestation d'assurance visée à l'article 3 du présent règlement de la consultation ;
- le cas échéant, sur demande expresse de l'IGN, tout autre document justifiant qu'il n'entre dans aucun des motifs d'exclusions mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraînera le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

En application du Code de la commande publique, la signature de l'acte d'engagement n'est plus requise lors du dépôt de l'offre à moins qu'elle ne soit exigée par l'acheteur (cf. article 3 du présent règlement de la consultation).

Le pouvoir adjudicateur utilisera donc le formulaire ATTR11 ([acte d'engagement](#)) signé du soumissionnaire lors du dépôt de son offre pour l'attribution du marché public.

Il sera demandé, le cas échéant, au candidat retenu et/ou à ses sous-traitants en cas de paiement direct, de fournir un relevé d'identité bancaire.

Les pièces contractuelles du marché seront adressées par courrier électronique à l'attributaire. L'Accusé réception du courrier vaut notification officielle du marché.

ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS

■ Droit à l'information

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, l'acheteur notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

Il appartient ensuite au candidat ou soumissionnaire évincé de demander par écrit à l'acheteur les motifs du rejet. L'acheteur doit lui répondre dans les 15 jours. Il est également possible de demander les caractéristiques et les avantages de l'offre retenue, ainsi que le nom du prestataire retenu.

■ Recours dans le cadre d'une procédure formalisée

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits>

Saisine du juge administratif

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

- Référé pré-contractuel : pendant le délai de suspension, les candidats évincés ou les candidats potentiels qui n'ont pas pu déposer d'offre et qui se sentent lésés par la signature du marché, peuvent saisir le juge du référé pré-contractuel dans le cadre d'une procédure d'urgence, nommée référé pré-contractuel. Cette saisine permet de suspendre la signature du marché jusqu'à ce que le juge ait statué. Dès que le marché est signé, ce référé devient irrecevable.

- Référé contractuel : Le référé contractuel est une procédure d'urgence intervenant après la signature du marché. Néanmoins, le référé contractuel n'est pas possible lorsque :

- dans le cadre d'un référé pré-contractuel, l'acheteur public a respecté la suspension et s'est conformé à la décision rendue par le juge,
- avant toute signature d'un contrat dont la passation n'est pas soumise à une obligation de publicité préalable ou passée selon une procédure adaptée (Mapa), l'organisme public a publié un avis d'intention de conclure.

- Autres recours :

Recours gracieux : tout candidat évincé peut demander par écrit, soit à l'acheteur public qui a pris la décision de rejet, soit à son autorité supérieure, de reconsidérer la signature du marché, en présentant les arguments de droit et de fait qui justifient sa demande. L'administration a 2 mois pour y répondre et le silence gardé vaut rejet.

Recours contre la décision : ce recours est mentionné dans la décision de rejet. Dès que le marché est signé, ce recours ne peut plus être employé.

Recours contre le contrat : ce recours, issu de la jurisprudence du Conseil d'État, est directement dirigé contre le marché et permet d'en obtenir l'annulation partielle ou complète, la résiliation ou d'obtenir des indemnités. Le délai pour l'introduire est de 2 mois à partir de la publication de la publicité de la conclusion du marché.

■ Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités - DREETS (<http://dreets.gouv.fr>).

ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES

■ Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure (y compris les autorités exerçant un contrôle sur l'IGN comme le Contrôle budgétaire et la Cour des Comptes).

■ Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

■ Droits d'accès, de rectification, de suppression

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées, disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne

peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

■ **Durée de conservation des données personnelles**

Les données personnelles sont conservées au même titre que les pièces constitutives du marché et dans les mêmes conditions de conservation que celles prévues à l'article R2184-13 du Code de la commande publique.